

GROUPE INTERNATIONAL DE TRAVAIL

« LIBERTE DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT EN TURQUIE »

CREE A PARIS LE 21 NOVEMBRE 2011

Une situation critique pour la liberté de recherche et d'enseignement

Les mesures de répression gouvernementale et les attaques portées contre la recherche et à l'enseignement universitaire en Turquie se sont intensifiées depuis 2009. Elles ont atteint un niveau alarmant avec l'arrestation, en octobre 2011, de la professeure et politiste Büşra Ersanlı de l'université de Marmara, du directeur des prestigieuses éditions Belge Ragıp Zarakolu, du doctorant en science politique, éditeur et traducteur Deniz Zarakolu, ou de l'étudiante en science politique de 21 ans Büşra Beste Önder. Ils sont détenus dans le cadre des « opérations [anti] KCK », accusés d'appartenir à ce « Rassemblement social du Kurdistan » que dirigerait la rébellion armée kurde du PKK. Ces accusations ont pour seul objectif de faire taire les intellectuels indépendants et de menacer les chercheurs, les universitaires, les étudiants. La justice en Turquie collabore à ce processus de persécution en généralisant la détention préventive des gardés-à-vues, en ordonnant pour certains d'entre eux (Ragıp et Deniz Zarakolu) leur incarcération dans des prisons de haute sécurité, en réduisant les droits de la défense, en s'acharnant sur les prévenus – comme la sociologue Pinar Selek plusieurs fois acquittée ou les journalistes d'investigation Ahmet Şık et Nedim Şener eux aussi accusés de « terrorisme » dans le cadre des procès « Ergenekon » et maintenus en préventive -, en organisant des procès d'Etat.

Avec la systématisation des arrestations arbitraires depuis avril 2009, et des inculpations pour « appartenance à une organisation terroriste », c'est la possibilité même de mener en Turquie des recherches indépendantes comme celle d'en communiquer les résultats à l'université et à l'opinion publique qui sont visées. Le travail régulier des chercheurs, des professeurs, des étudiants, des traducteurs, des éditeurs, devient périlleux avec une menace permanente sur leur intégrité physique, professionnelle et morale. Leur liberté de travail et d'existence est niée comme est mise en danger la liberté de pensée et d'expression dont elle découle. Près de soixante-dix journalistes sont emprisonnés en Turquie pour avoir fait simplement leur métier, auxquels s'ajoutent les milliers de prisonniers d'opinion raflés dans le cadre de la procédure hors-normes du KCK « qui a conduit à environ 8.000 gardes à vue et 4.000 inculpations. Chaque semaine, des dizaines de noms viennent s'ajouter à la liste. » (Guillaume Perrier, *Le Monde*, 3 novembre 2011). On ne compte plus les membres incarcérés du parti légal turc BDP (et représenté au Parlement). Cette répression considérable ne touche

pas seulement les milieux pro-kurdes en Turquie. D'autres intellectuels libéraux sont arrêtés parce qu'ils s'interrogent sur l'action du gouvernement, sur le rôle des organisations de sensibilité religieuse, sur les pratiques de l'appareil d'Etat. Le Centre américain du PEN considère à plus de mille le nombre d'universitaires, d'écrivains, d'éditeurs et d'avocats arrêtés, tandis que l'Association turque des avocats contemporains (CHD) estime que 500 étudiants sont incarcérés.

Les sciences sociales, - la science politique aujourd'hui particulièrement - paient un lourd tribut à cette bataille pour la liberté scientifique et intellectuelle en Turquie. Le simple fait d'étudier ou de débattre de concepts tels que « démocratie » ou « droits de l'homme », le simple fait de publier des ouvrages sur la diversité culturelle de la société turque, sur les structures de l'Etat ou sur l'histoire des minorités peuvent désormais être retenus contre leurs auteurs et les conduire en prison dans l'attente interminable d'un procès. Après avoir été quelque peu assouplies dans les années 2000, les barrières de la peur paralysent de nouveau la société turque et ses forces intellectuelles. Elles peuvent les détruire. L'intimidation est partout et au plus haut niveau de l'Etat et du gouvernement, comme le rappellent les déclarations menaçantes du Premier ministre Erdoğan, le 18 novembre à Bitlis, à l'encontre de ceux qui s'interrogent sur la légalité des si nombreuses procédures pénales visant la liberté d'expression. Les chercheurs, universitaires, éditeurs, traducteurs, étudiants, tous ceux qui donnent vie aux univers scientifiques et académiques d'un pays doivent désormais se contraindre et s'autocensurer s'ils veulent survivre. A moins d'affronter la police, la justice, les tribunaux et les procès, et pour ne pas évoquer les campagnes de presse insultantes et dégradantes. C'est inacceptable. Et nous protestons avec eux, pour eux et pour ce qui nous unit à eux, le principe supérieur de liberté de recherche et d'enseignement.

L'initiative d'un Groupe international de travail

Solidaires de nos collègues de Turquie, nous appelons les chercheurs et universitaires du monde entier à participer à un groupe international de travail (GIT) « Liberté de recherche et d'enseignement en Turquie », et à en créer les antennes dans chaque pays. Ses activités prendront place dans le périmètre régulier des universités, des maisons d'édition et des centres de recherche. Elles auront pour but la production et l'articulation entre elles de connaissances approfondies sur l'état des libertés en Turquie. Elles s'inscriront dans les pratiques habituelles des chercheurs, enseignants, étudiants, traducteurs, éditeurs et vulgarisateurs de la recherche. Elles s'exprimeront au travers de rencontres, de conférences et de séminaires portant sur la connaissance et l'analyse des conditions générales de la recherche et de l'enseignement (en Turquie). Elles se traduiront par de nombreuses

contributions de spécialistes, par la production d'un savoir inédit et par sa large diffusion. Ce groupe international de travail réalisera une veille documentaire sur tous les faits relatifs à la situation des chercheurs, universitaires, étudiants, éditeurs, traducteurs persécutés. Il travaillera à la connaissance de l'exercice de la liberté d'expression, de la libre circulation des informations critiques ou non conventionnelles, et de la liberté d'engagement et d'association en Turquie, exercice qui conditionne l'existence de ces libertés plus spécifiques mais néanmoins essentielles de recherche et d'enseignement. Il examinera les processus de construction de la démocratie et les blocages auxquels se heurte la démocratisation en Turquie, historiquement et dans un contexte international renouvelé avec les révolutions du « printemps arabe ». Il se propose aussi de constituer une plate-forme d'information, exposant notamment l'ampleur de l'actuelle répression intellectuelle en Turquie, ou bien le sort personnel des collègues menacés ou emprisonnés, ou encore les questions juridiques, politiques, économiques, sociales relatives au processus de démocratisation. Les faits concernant le monde de la recherche et de l'enseignement en Turquie seront confrontés à la situation générale des libertés intellectuelles et publiques dans ce pays mais aussi à des cas similaires ayant affecté ou affectant d'autres pays et, *in fine*, aux enjeux scientifiques et universitaires dans le monde.

Formé de chercheurs, d'universitaires, d'étudiants, de traducteurs et d'éditeurs, unis dans cette communauté de principes et de pratiques, le Groupe international de travail « Liberté de recherche et d'enseignement en Turquie » fonctionnera comme un centre de recherche diffusant, dans un langage accessible, les résultats de ses enquêtes. La médiation des activités du GIT sera assurée par tous les moyens à disposition de ses membres, publications scientifiques, carnets de recherche sur internet, colloques, conférences et tables rondes, etc., et toutes ces données seront largement répercutées dans la presse généraliste et les grands médias.

Des antennes du GIT seront créées dans tous les pays. Chacune d'entre elles fonctionnera de manière autonome selon les principes de travail, d'éthique et d'objectifs décrits ci-dessus. Leur mise en réseau traduira la force et l'efficacité du GIT « Liberté de recherche et d'enseignement en Turquie ». Ce modèle empirique d'association académique internationale pourra envisager, avec d'autres collègues qui en prendraient l'initiative, d'agir, par la recherche, l'étude et la transmission des savoirs, sur d'autres terrains où chercheurs, universitaires, étudiants, traducteurs, éditeurs, sont menacés dans l'exercice de leur métier et de leur vocation. D'autres GIT « Liberté de recherche et d'enseignement » pourraient ainsi voir le jour, concrétisant une dynamique académique pour les libertés démocratiques.

La création du Groupe international de travail « Liberté de recherche et d'enseignement en Turquie » est réalisée à l'initiative de Deniz Akagül, maître de conférences à l'université de Lille-1 (économie), Samim Akgönül, maître de conférences à l'université de Strasbourg (histoire et science politique), Salih Akin, maître de conférences à l'université de Rouen (linguistique), Faruk Bilici, professeur à l'INALCO (histoire), Hamit Bozarslan, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales/EHESS (histoire, sociologie), Cengiz Çağla, professeur invité à l'EHESS (science politique), Etienne Copeaux, historien de la Turquie, Philippe Corcuff, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Lyon (science politique), Yves Déloye, professeur à Sciences Po Bordeaux et à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (science politique), secrétaire général de l'Association française de science politique, Gilles Dorronsoro, professeur à l'université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne (science politique), Vincent Duclert, professeur agrégé à l'EHESS (histoire), Paul Dumont, professeur à l'université de Strasbourg (histoire), Ragıp Ege, professeur à l'université de Strasbourg (économie), Gulçin Erdiñç Lelandais, docteure de l'EHESS, Marie Curie Fellow, university of Warwick (sociologie), Didier Francfort, professeur à l'université de Nancy-II (histoire), Zeynep Gambetti, docteure de l'université de Paris-VII (philosophie politique), Eric Geoffroy, maître de conférences à l'université de Strasbourg (études arabes et islamiques), Diana Gonzalez, docteure de l'EHESS (sociologie, esthétique), Deniz Günce Demirhisar, doctorante à l'EHESS et ATER à l'université de Paris 13 (sociologie), Ali Kazancigil, co-directeur de la revue *Anatoli* (science politique), Iclal Incioglu, doctorante à l'université de Paris 7 (psychologie sociale), Lilian Mathieu, directeur de recherche au CNRS, ENS de Lyon (sociologie), Claire Mouradian, directrice de recherche au CNRS (histoire), Emine Sarikartal, doctorante à l'université de Paris-Ouest, traductrice et éditrice (philosophie), Ferhat Taylan, doctorant à l'université de Bordeaux et traducteur (philosophie), Murat Yıldizoğlu, professeur à l'université de Bordeaux (économie).

Cette équipe a installé à Paris une première antenne du GIT, le 21 novembre 2011.

Pour adhérer à l'antenne française du Groupe international de travail « Liberté de recherche et d'enseignement en Turquie », ou pour susciter la création d'une antenne dans le monde, contacter Hamit Bozarslan, Cengiz Çağla, Yves Déloye, Vincent Duclert, Diana Gonzalez ou Ferhat Taylan : hamit.bozarslan@ehess.fr, ccagla2002@yahoo.com, yvesdeloye@hotmail.com, duclert@ehess.fr, diana.gonzalez2@wanadoo.fr, ferhattaylan@gmail.com

Deux sites internet (en construction) vous informent : www.gitinitiative.com qui présente l'initiative au niveau international, qui fédère les antennes dans chaque pays, qui recueille leurs travaux et rend compte des actions passées, présentes et à venir, et www.gitfrance.fr pour l'antenne créée en France en même temps que la naissance du GIT.

Araştırma ve öğretim özgürlüğü için kritik bir durum

Türkiye’de akademik araştırma ve öğretime karşı yürütülen saldırılar ve hükümet baskıları, 2009’dan itibaren yoğunlaştı. Ekim 2011’de Marmara Üniversitesi öğretim üyesi Prof. Dr. Büşra Ersanlı, Belge Yayınları’nın editörü Ragıp Zarakolu, editör, çevirmen ve siyaset bilimi alanında doktora öğrencisi Deniz Zarakolu’nun ve 21 yaşındaki siyaset bilimi öğrencisi Büşra Beste Önder’in tutuklanmasıyla birlikte, bu baskılar dikkat çekici boyutlara ulaştı. PKK’nın şehir örgütlenmesi olduğu iddia edilen KCK’ya yönelik operasyonlarda göz altına alınan bu insanlara yöneltilen suçlamaların vardığı nokta, bağımsız entellektüelleri susturmak, araştırmacı, akademisyen ve öğrencileri tehdit etmek olmuştur. Gözaltına alınan kişilerin tutukluluk hallerini uzatarak, kimi tutukluları (örneğin Ragıp ve Deniz Zarakolu) yüksek güvenlikli cezaevlerinde tutarak, savunma makamının haklarını kısıtlayarak, bir çok kez aklanan sosyolog Pınar Selek veya Ergenekon davası kapsamında « terörizm » suçuyla yargılanan gazeteci Ahmet Şık ve Nedim Şener örneklerinde olduğu gibi, sanıklar üstünde baskı kurarak ve davaları siyasi davalara dönüştürerek, Türkiye’deki adalet sistemi bu zulümlere ortak olmaktadır.

Nisan 2009’dan beri keyfi tutuklamaların ve « terör örgütü üyeliği » suçlamalarının yaygınlaşmasıyla birlikte, Türkiye’de bağımsız araştırmalar yürütme, bunların sonuçlarını üniversitede yayma ya da kamuoyuyla paylaşma imkanının kendisi tehlikeye girmiştir. Araştırmacıların, akademisyenlerin, öğrencilerin, çevirmenlerin, yayıncıların çalışmaları, fiziksel, mesleki ve ahlaki bütünlüklerinin tehdit altında olması sebebiyle zorlaşmıştır. Varolma ve çalışma özgürlükleri, tıpkı bunun temelindeki düşünce ve ifade özgürlüğü gibi, yoksayılmaktadır. Türkiye’de 70’e yakın gazeteci, « terör » suçu olarak değerlendirilen mesleki faaliyetlerinden ötürü tutukludur ; yaklaşık 8000 gözaltı ve 4000 tutuklamayla sürdürülen KCK operasyonları, yasal bir parti olan BDP’yi hedef almıştır. Bu baskı, Türkiye’de yalnızca Kürt hareketine ya da onları destekleyenlere yönelik değildir. Kimi liberal entellektüeller de hükümetin eylemlerine, dini cemaatlerin kamu kuruluşlarındaki rolüne ve devlet aygıtına bağlı pratiklere dair sorular sordukları için tutuklanmışlardır. PEN’in Hapisteki Yazarlar Komitesi, Türkiye’de yaklaşık 1000 akademisyen, yazar, yayıncı ve avukatın hapse olduğunu belirtirken, Çağdaş Hukukçular Derneği halen tutuklu bulunan öğrenci sayısının yaklaşık 500 olduğunu saptamıştır.

Sosyal bilimler – bugün özellikle siyaset bilimi – Türkiye’de verilen bu bilimsel ve

entellektüel özgürlük mücadelesinde ağır bir bedel ödemektedir. Bundan böyle, « demokrasi » ya da « insan hakları » kavramlarını incelemek ya da tartışmak, Türkiye toplumunun kültürel çeşitliliği, devlet yapıları ya da azınlık tarihi üzerine kitaplar yayınlamak, suç delili olarak kullanılabilir. Bu araştırma ve tartışmaları yürütenler, sonu gelmeyen bir mahkemeyi beklemek üzere hapse atılabilir. Her ne kadar 2000'li yıllarda etkisi azalmış olsa da, korkutma mekanizmaları, Türkiye toplumunu ve onun entellektüel güçlerini bugün yeniden hareketsizleştirmektedir. Hatta bunları yok etmesi de mümkündür. Başbakan Erdoğan'ın, ifade özgürlüğünü hedef alan çok sayıdaki cezai işlemin yasallığını sorgulayanlara karşı yaptığı tehditkar açıklamaların da gösterdiği gibi, korkutma mekanizmaları devletin ve hükümetin zirvesine oturmuştur. Bir ülkenin bilimsel ve akademik evrenini canlı tutan tüm kesimler, araştırmacılar, akademisyenler, çevirmenler, öğrenciler, hayatta kalmak için kendilerini sansürlemek ya da hakaret niteliğindeki gazete kampanyalarıyla, polisle, mahkemelerle, davalarla uğraşmak zorundadırlar. Bu kabul edilemez. Bizler de, araştırma ve öğretim özgürlüğü ilkesini, yani bizi onlara bağlayan şeyi, onlar için ve onlarla birlikte savunuyoruz.

Uluslararası bir çalışma grubu girişimi

Türkiye'li meslektaşlarımızla dayanışma içinde, tüm dünyadaki araştırmacı ve akademisyenleri, « Türkiye'de araştırma ve öğretim özgürlüğü » konusuna eğilecek uluslararası çalışma grubuna katılmaya ve kendi ülkelerinde bu grubun temsilciliklerini oluşturmaya davet ediyoruz. Bu grubun faaliyetleri, üniversiteler, yayınevleri ve araştırma merkezleri üzerinden yürütülecek, araştırmacıların, öğretim elemanlarının, öğrencilerin, çevirmenlerin ve editörlerin olağan çalışmaları kapsamında gerçekleştirilecektir. Türkiye'de araştırma ve öğretimin genel koşullarının çözümleneceği konferans ve seminer düzenlenecektir. Bu faaliyetler, uzmanların çeşitli katkılarıyla, ortaya çıkacak yeni bilgilerle ve bunun yayılmasıyla görünür kılınacaktır. Bu uluslararası çalışma grubu, zulüm gören araştırmacıların, öğretim elemanlarının, öğrencilerin, çevirmenlerin ve editörlerin durumu hakkında belgelere dayalı bir bilgi akışı sağlayacaktır. İfade özgürlüğü olmaksızın araştırma ve öğretim özgürlüğünden de söz edilemeyeceğinden, çalışma grubumuz Türkiye'de ifade özgürlüğünün uygulanma koşulları üzerine yoğunlaşacaktır. Ayrıca, Türkiye'de entellektüeller üzerinde halihazırda uygulanan baskıyı ve tehdit altında veya hapis hane bulunan meslektaşlarımızın kişisel durumlarını gözler önüne seren bir bilgi platformu oluşturmayı amaçlamaktadır.

Türkiye'de araştırma ve öğretim dünyasını ilgilendiren bu olaylar, ülkedeki kamusal ve entellektüel özgürlüklerin genel durumu açısından ele alınacak, başka ülkeleri de ilgilendiren

benzer vakalarla ve dünyadaki bilimsel/akademik meselelerle birlikte okunacaktır. Bu ilkeler ve pratikler etrafında bir araya gelmiş arařtırmacıların, öğretim elemanlarının, öğrencilerin, çevirmenlerin ve editörlerin oluşturduğu « Türkiye’de arařtırma ve öğretim özgürlüğü » uluslararası çalışma grubu, etkinliklerinin sonuçlarını anlaşılır bir dilde yayınlayan bir arařtırma merkezi gibi iş görecektir. Grubun etkinlikleri, üyelerinin elinde bulunan tüm imkanlar seferber edilerek, bilimsel yayınlarla, internet ortamında takip edilebilecek arařtırma günlükleriyle, konferans ve yuvarlak masa toplantılarıyla yayılacak ; bu veriler belli başlı medya organlarına nakledilecektir.

Grubun temsilciliklerinin tüm ülkelerde oluşturulması hedeflenmektedir. Bunların her biri, yukarıda belirtilen amaçlar ve çalışma ilkeleri çerçevesinde, özerk biçimde işleyecektir. Bu tür bir ağın oluşması, grubun etkinliğini ve gücünü ifade edecektir.

« Türkiye’de arařtırma ve öğretim özgürlüğü » uluslararası çalışma grubu, aşağıda ismi geçen arařtırmacıların inisiyatifiyle hayata geçirilmiştir : Deniz Akagül, Lille Üniversitesi (ekonomi), Samim Akgönül, Strasbourg Üniversitesi (tarih ve siyaset bilimi), Salih Akın, Rouen Üniversitesi (dilbilim), Faruk Bilici, INALCO (tarih), Hamit Bozarıslan, EHESS (tarih, sosyoloji), Cengiz Çağla, EHESS (siyaset bilimi), Etienne Copeaux, Türkiye tarihçisi, Philippe Corcuff, Lyon IEP (siyaset bilimi), Yves Déloye, Sciences Po Bordeaux ve Paris 1 Panthéon-Sorbonne Üniversitesi (siyaset bilimi), Fransız siyaset bilimi derneđi genel sekreteri, Gilles Dorronsoro, Paris 1 Panthéon-Sorbonne Üniversitesi (siyaset bilimi), Vincent Duclert, l’EHESS (tarih), Paul Dumont, Strasbourg Üniversitesi (tarih), Ragıp Ege, Strasbourg Üniversitesi (ekonomi), Gülçin Erdi Lelendais, EHESS/Warwick Üniversitesi, Didier Francfort, Nancy Üniversitesi (tarih), Zeynep Gambetti, Boğaziçi Üniversitesi (siyaset bilimi), Eric Geoffroy, Strasbourg Üniversitesi (İslam arařtırmaları), Diana Gonzalez, EHESS (sosyoloji ve tarih), Deniz Günce Demirhisar, EHESS/Paris 13 Üniversitesi (sosyoloji), İclal İnciođlu, Paris 7 Üniversitesi (sosyal psikoloji), Ali Kazancıgil, Lilian Mathieu, CNRS/ENS (sosyoloji), Emine Sarıkartal Paris 10 Nanterre Üniversitesi (felsefe), Ferhat Taylan, Bordeaux Üniversitesi (felsefe), Murat Yıldızođlu, Bordeaux Üniversitesi (ekonomi).

Bu ekip, çalışma grubunun ilk ayađını 21 Kasım günü Paris’te oluşturmuřtur.

Çalışma grubunun Fransa temsilciliğine katılmak ya da başka bir ülkede temsilciliğini oluşturmak için, aşağıdaki adreslerden birine yazabilirsiniz :

hamit.bozarslan@ehess.fr, ccagla2002@yahoo.com, yvesdeloye@hotmail.com,
duclert@ehess.fr, diana.gonzalez2@wanadoo.fr, ferhattaylan@gmail.com

Yapım aşamasındaki iki web sitesi var : www.gitinitiative.com, uluslararası düzeyde girişimi tanıttık, temsilcilikleri örgütleyecek, çalışmalarını bir araya getirecek ve etkinlikleri duyuracaktır ; www.gitfrance.com ise çalışma grubunun Fransa ayağı için aynı işlevi görecektir.